Comparez un instant M. Bourassa aux grands hommes de notre histoire, à Sir Louis Lafontaine, par exemple, qui pendant les jours d'orage qui suivirent la rébellion de 37-38, se mit à la noble tâche de rétablir la concorde et l'harmonie entre les éléments hostiles de ce pays et qui a laissé une œuvre dont les libéraux, comme les conservateurs reconnaissent la grandeur. Rappelez-vous la carrière de Sir Georges Etienne Cartier, dont la diplomatie, avant et après la Confédération, fit tant pour établir le progrès au pays sur de fermes assises.

Jetiez un coup d'œil sur la carrière merveilleuse de Sir Wilfrid Laurier, qui est aujourd'hui reconnu comme le trait d'union entre toutes les races, et les différentes races de notre pays et puis, comparez à ces hommes le triste idéal que se propose M. Bourassa, et vous pourrez alors juger de la médiocrité de cet homme. Après tout, qu'est-ce qu'il a fait à Ottawa ? Lorsque la mère-patrie eût à soutenir une guerre contre les Boers et que les patriotiques enfants du Canada voulurent lui tendre la main, la voix éloquent de M. Bourassa s'éleva pour dire que le gouvernement n'avait aucun droit constitutionnel de prêter son appui au désir du peuple, et que Sir Wilfrid Laurier trahissait son devoir, en écoutant aux demandes qui lui étaient faites. Il est bien certain qu'à cette époque, M. Bourassa aurait mieux aimé voir éclater une guerre civile au Canada que de prêter main-forte à la mère-patrie, dans sa guerre lointaine.

Quand la question délicate du règlement de la question des écoles, dans les provinces d'Alberta et Saskatchewan fut mise en discussion à la Chambre au moment où il fallait les plus hautes qualités d'un homme d'état pour éviter la scission de notre population en deux groupes hostiles, au moment où le calme jugement de Sir Wilfrid Laurier avait trouvé une solution de la difficulté, que fit M. Bourassa ? Il réclama bruyamment la livre de chair de Shylock—pas de conciliation pour lui, pas de concession diplomatique, et cette fois encore, si l'opinion publique l'eût

suivi, le pays se serait trouvé dans une situation critique.

Sans doute, son attitude, lors de ces affaires, lui a amené quelques partisans irréfléchis, mais le sens commun que le sage et calme jugement de la grande majorité du peuple de cette province condamnera la ligne de conduite que s'est tracée M. Bourassa.

Il s'est présenté une occasion où M. Bourassa aurait pu se rendre utile. C'était dans son comté même, au comté de York, même de ce comté, lorsque il y a un an un grave conflit éclata entre employés et patrons. Si M. Bourassa était opposé à la politique de conciliation à la Chambre des Communes il aurait dû au moins être en faveur d'une telle politique parmi les siens. Pourtant, pendant tout le temps qu'a duré cette grève sanglante, où furent tués des hommes et des propriétés détruites, personne n'entendit M. Bourassa élever la voix pour apaiser la tempête. Loin de là, non seulement ne trouva-t-on plus tard à Ottawa, parlant éloquentement de l'impérieuse nécessité de faire imprimer sur les timbres postes et les billets de banque des formules dans les deux langues nous le retrouvons dénonçant le progrès et le développement du Canada comme un fléau odieux. L'idée de des milliers et des centaines de milliers de colons venant des pays étrangers viennent se fixer dans notre Nord-Ouest, est pour lui un hideux canchamar, et ils les dénonce violemment comme étant des évadés de prisons et d'asiles d'aliénés. Il a essayé de persuader ses auditeurs que cette immigration est un mal pour eux et qu'ils auront à en souffrir dans l'exercice de leurs droits politiques. Son attitude et ses paroles lui ont valu une digne réplique de Monsieur le Sénateur Roy, d'Edmonton, qui combat les immigrants beaucoup mieux que Monsieur Bourassa.

M. Bourassa se rend compte que, à Ottawa, son prestige est fini et que ni lui, ni ses deux jeunes partisans ne pourront jamais se faire élire de nouveau au parlement fédéral. Il croit qu'il est temps de lancer une nouvelle politique et de consacrer ses efforts héroï-